



La démocratie participative à l'échelle régionale : une voie pour sortir de la proximité ?

9 mai 2011, 14h-17h
Institut du Management de l'Information
62, Boulevard Sébastopol
75003 PARIS

A ce jour, 17 des 21 régions françaises ont mis en place une vice-présidence ou une délégation spécialisée à la démocratie participative. Les expériences de participation, plus ou moins ambitieuses, plus ou moins réussies, se sont multipliées à une échelle où l'on considère traditionnellement qu'il est plus difficile d'associer les citoyens qu'à l'échelon micro-local. Quel bilan peut-on tirer de ces expériences multiples (budgets participatifs, jurys de citoyens, comités de lignes, accompagnement de dispositifs de participation locaux, forums électroniques, assises régionales...) qui ont maintenant, pour certaines, plus d'une dizaine d'années d'existence ?

L'actualité de la recherche universitaire vient de voir paraître simultanément plusieurs recherches de grande ampleur sur le terrain de la participation régionale. Ces recherches ont pour caractéristique commune de prendre la question de l'échelle de la participation au sérieux et d'aborder frontalement la question des effets de la démocratie participative sur l'action publique. Dans l'esprit qui anime ses travaux, l'Institut de la concertation a jugé important de confronter ces recherches au regard de praticiens de la démocratie régionale, d'élus ou de collaborateurs administratifs dont plusieurs sont impliqués dans les dispositifs décrits par la recherche.

Nous souhaitons qu'il ressorte de ce dialogue plusieurs éléments permettant d'avancer dans la compréhension de phénomènes aussi différents que :

- les facteurs politiques, institutionnels, sociaux qui sont susceptibles d'expliquer le recours à la participation dans le cadre des politiques régionales ;
- les difficultés spécifiques rencontrées dans le cadre de la mise en place de procédures de participation à cette échelle ;

- les relations nouées entre les acteurs politico-administratifs aux différents niveaux de l'administration et de la politique locale autour de ces expériences ;
- les possibilités ouvertes par la mise en place de dispositifs de débat public à l'échelon régional ;
- la comparaison avec des expériences étrangères de participation régionale.

Quatre chercheurs ont été invités pour présenter leurs travaux au cours de cette demi-journée d'études :

- **Guillaume Gourgues**, auteur d'une thèse intitulée « *Le consensus participatif. Les politiques de la démocratie dans quatre régions françaises*, sous la direction d'Alain Faure (CNRS, PACTE), Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, Décembre 2010.
- **Alice Mazeaud**, auteure d'une thèse intitulée « *La fabrique de l'alternance. La « démocratie participative » dans la recomposition du territoire régional (Poitou-Charentes 2004-2010)* », sous la direction de Brigitte Gaiti, Université de la Rochelle, Décembre 2010.
- **Julien Talpin et Yves Sintomer**, co-directeurs de l'ouvrage *La Démocratie participative au-delà de la proximité. Le laboratoire de Poitou-Charentes mis en perspectives*, à paraître aux Presses Universitaires de Rennes en 2011.

Interviendront pour discuter leurs présentations dans le cadre d'une table-ronde réunissant élus et chargés de mission :

- **Marion Ben Hammo**, Chargée de mission au Conseil Régional du Poitou-Charentes, en charge de la démocratie participative.
- **Myriam Cau**, Deuxième vice-présidente du Conseil Régional du Nord Pas de Calais en charge du développement durable, de la démocratie participative et de l'évaluation.
- **Bastien François**, Conseiller de la Région Ile de France, Professeur de Science Politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et spécialiste des questions de démocratie participative.
- **Marianne Leroux**, Ancienne chargée de mission à la direction de la prospective, de l'évaluation et des relations aux citoyens à la Région Rhône-Alpes.

Le débat sera animé par **Loïc Blondiaux** et **Pierre Yves Guihéneuf**, membres de l'Institut de la Concertation.

Entrée libre. Débat suivi d'une assemblée générale des membres de l'Institut de la Concertation, ouverte à tous les participants.